

Exposé de M. l'Ambassadeur Ritter

Je ne suis pas un spécialiste du désarmement, et les propos qui vont suivre ne sont que des réflexions libres, que l'on peut formuler à partir d'un point de vue de politique générale. Leur rôle est de servir d'introduction à la discussion qui va suivre.

Le problème des armements peut être analysé à partir de données historiques. Du fait qu'ils ont été les premiers à mettre au point l'arme atomique, les Etats-Unis ont d'abord eu dans ce domaine une supériorité qui était absolue puisque l'URSS ne possédait pas la même arme. Après que l'Union soviétique s'en fut dotée, la disproportion entre les deux puissances resta pendant longtemps telle que le terme de supériorité absolue restait applicable. Le propre d'une supériorité de ce type est toutefois qu'elle ne peut se conserver puisqu'elle repose sur le retard de l'autre partie, qu'il est évidemment impossible de figer. Quand on parle donc de recul relatif des Etats-Unis, il convient de ne pas perdre de vue qu'il s'agit essentiellement d'une sorte de retour à la normale qu'il était impossible d'empêcher. Il s'y ajoute que dans les années dernières l'URSS a effectivement atteint une supériorité dans certains domaines.

Effectivement, si dans un premier temps l'URSS a pris son parti de son infériorité, la situation changea avec la crise de Cuba en 1962. Dès lors, l'URSS a fourni des efforts considérables en vue de rattraper les Etats-Unis et pour confirmer son rang de puissance mondiale. Dans les années 1970, au cours de la période appelée "détente", l'URSS a largement profité du climat international pour accroître encore le rythme de ses investissements dans ce domaine, tandis que l'occident relâchait son effort. En particulier, en implantant ses SS-20, l'URSS ne chercha plus à combler un retard, mais à obtenir un avantage sans contrepartie.

Le programme SS-20 a pour effet de découpler l'Europe des Etats-Unis, en permettant à l'URSS de frapper l'Europe sans s'en prendre aux USA: dès lors, une guerre limitée à l'Europe est possible. Sur le plan politique, on assiste en parallèle à une tentative de finlandisation de l'Europe occidentale, contexte dans lequel s'inscrit également la construction du gazoduc euro-sibérien. L'Europe est devenue ainsi un domaine privilégié de la politique soviétique.

Très schématiquement, on peut déduire des données historiques que les deux grandes puissances ont une conception différente de leur politique d'armement: si les USA s'arment dans un but dissuasif, pour éviter la guerre, l'URSS quant à elle entretient et développe un armement pour le cas où elle devrait l'utiliser. C'est ainsi qu'à l'origine l'armement atomique américain avait principalement un effet de dissuasion, alors que l'armement soviétique, atomique ou conventionnel, s'il n'avait pas le même effet dissuasif, était réellement prévu pour être utilisé si la guerre éclatait. Toutefois, ces simples considérations stratégiques ne permettent pas à elles seules d'inférer que l'URSS aurait des intentions agressives.

La perte de leur supériorité dans le domaine atomique a contraint les USA à réviser leurs concepts stratégiques. Désormais ils doivent tenir compte de la force atomique soviétique, et s'y adapter. Témoin de cette évolution, certaines propositions récentes visent à renoncer au "first use", c'est-à-dire à utiliser le premier l'arme atomique. Mais un tel concept suppose un renforcement de l'armement conventionnel, qui coûte beaucoup plus cher que l'armement atomique, ce qui implique un effort supplémentaire de la part des populations. Cet effort, qui doit être poursuivi d'année en année, est en outre plus vulnérable aux menées des "pacifistes" adversaires de la Défense nationale.

Les négociations sur le désarmement sont utiles. Mais il ne faut pas se faire d'illusions et trop en attendre, en raison notamment des limites inhérentes à ce genre de négociations. Celles-ci ne traitent que les effets du mal, et non pas de leurs causes. Seuls la prévention et le règlement des litiges prennent le mal à la racine et permettent d'éviter des conflits. C'est d'ailleurs dans cette ligne plus fondamentale que s'inscrit la politique suisse de règlement pacifique des différends.

Quant aux résultats de ces négociations sur le désarmement, la réduction de l'"ouverkillig capacity" n'apporte qu'un bénéfice concret bien relatif: on ne pourrait nous anéantir que 5 fois au lieu de 7!

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le désarmement ferait de grands progrès et où l'on parviendrait à mettre l'arme atomique à l'écart, il faudrait prendre garde à ce que la guerre ne devienne pas une chose envisageable. En effet, l'arme atomique a rendu la guerre impensable, en raison des destructions effroyables, voire de l'anéantissement de notre planète, qui en résulteraient. Si ces conséquences cataclysmiques pouvaient être évitées, il est probable que le risque que certains envisagent de recourir à la guerre pour régler leurs litiges augmente.

Enfin, de l'aveu même des USA et de l'URSS, le fait que des négociations sur le désarmement soient actuellement en cours entre ces deux puissances ne signifie pas qu'il y ait une amélioration de leurs relations politiques. Toutefois, si la tenue de telles négociations n'implique pas une amélioration de ces relations, leurs succès par contre nécessite l'amélioration du climat politique et l'instauration d'un climat de confiance.